

MATHIEU, Jacques, *La Nouvelle-France en Amérique du Nord, XVI^e-XVIII^e siècle*. Québec et Paris, Presses de l'Université Laval et Belin, 1991. 254 p. 25,95 \$

W. J. Eccles

Volume 46, Number 2, Fall 1992

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/305081ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/305081ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Eccles, W. J. (1992). Review of [MATHIEU, Jacques, *La Nouvelle-France en Amérique du Nord, XVI^e-XVIII^e siècle*. Québec et Paris, Presses de l'Université Laval et Belin, 1991. 254 p. 25,95 \$]. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 46(2), 333–334. <https://doi.org/10.7202/305081ar>

MATHIEU, Jacques, *La Nouvelle-France en Amérique du Nord, XVI^e-XVIII^e siècle*. Québec et Paris, Presses de l'Université Laval et Belin, 1991. 254 p. 25,95\$

Ce livre est fort intéressant, et même intrigant; comme le dit l'auteur, «c'est un défi». Il s'agit d'un manuel davantage que d'une analyse originale: je suppose que l'ouvrage s'adresse surtout aux élèves du secondaire.

Dans les marges (bien larges) du texte, en effet, on trouve toutes sortes de points de repères, tels des chronologies, des citations, des tableaux, des chiffres, des définitions, etc.; dans le texte même, par ailleurs, certaines phrases-clés sont imprimées en caractères gras (attention, les écoliers!)

L'auteur approche l'histoire de la Nouvelle-France (c'est-à-dire le Canada de 1534 à 1763, mais pas l'Acadie ni la Louisiane) selon le modèle de l'École des Annales: par la géographie, la démographie, l'économie, la société, les mentalités, dans cet ordre. Le modèle est très fécond, sans aucun doute, mais il présente des lacunes. Dans l'ouvrage de Mathieu, le gouvernement, les affaires diplomatiques, la guerre et les affaires militaires sont des dimensions de l'histoire presque ignorées, et quand l'auteur en fait mention en passant, il commet des erreurs à maintes reprises.

Le Canada est situé dans le contexte géographique de l'Amérique du Nord et cette section du livre est très bien faite (on soupçonne l'influence bienveillante du géographe Serge Courville). Mais de dire (p. 50) qu'«À la fin du XVII^e siècle, le territoire français d'Amérique du Nord couvre les trois quarts du continent», cela est tout à fait ridicule. À cette époque, il y avait quelques centaines de Français dans la vallée du Saint-Laurent, une poignée à Mobile, et peut-être deux ou trois centaines ici et là dans les pays-d'en-haut. L'intérieur du continent n'était pas territoire français mais pays des nations autochtones. Les Français voyageaient dans ces régions à leurs propres risques, et seulement avec le consentement des nations souveraines. C'est pourquoi nous trouvons trompeuse la carte «La Nouvelle-France à la fin du XVII^e siècle» à la page 63.

Le portrait de la société canadienne au XVIII^e siècle est bien fait: institutions, mœurs, mentalités sont dépeintes. Un facteur très important dans l'économie est par contre négligé, celui de l'établissement militaire, avec les gages et salaires des soldats et officiers, la construction et l'entretien des fortifications, les postes dans les pays-d'en-haut, les expéditions; tout cela a contribué beaucoup à l'économie de la Nouvelle-France. En fait, la prospérité du Canada se fondait sur la guerre et sur la menace de guerre, plutôt que sur le commerce des pelleteries.

Monsieur Mathieu estime que 500 à 1 000 hommes s'adonnaient au commerce des pelleteries au XVII^e siècle. Cette affirmation est sûrement exagérée. En effet, la population de la colonie en 1700 est évaluée à 15 000 habitants environ. De ce nombre, il faut déduire les femmes, les vieillards, les enfants, le clergé, les fonctionnaires, les soldats, etc. Il est vrai que l'intendant Duchesneau, et non pas le gouverneur comme le dit l'auteur, a affirmé au ministre de la Marine qu'il y avait de 500 à 800 coureurs de bois

en 1685, mais il l'a fait tout simplement pour embarrasser son ennemi personnel, le gouverneur général Frontenac.

L'auteur a une opinion très exagérée de l'intendant Jean Talon, la même que défendait anciennement Thomas Chapais. En comparaison avec Champigny et Hocquart, Talon était un homme de rien. Évidemment, on aurait besoin d'une étude critique de son régime.

Jacques Mathieu partage aussi l'avis de Guy Frégault, selon qui le traité d'Utrecht a rendu inévitable la cession du Canada à l'Angleterre, ce qui, pour nous, reste incertain. Rien dans l'histoire n'était inévitable. M. Mathieu a tort (p. 222) quand il écrit que ce traité donnait aux Anglais l'accès aux Grands Lacs et à la vallée du Mississippi. Écrire que sur les Plaines d'Abraham, le 13 septembre 1759, «une salve d'artillerie... et c'en était fait de la présence française en Amérique du Nord» est une envolée de l'imagination. Il n'y a pas eu une salve d'artillerie pendant cette bataille, et de grands événements ont précédé la campagne de 1759.

Une incompréhension plus sérieuse se trouve à la page 129: «Les ambitions de Louis XIV à partir de 1661 ont défini, pour plus d'un siècle, les fondements du rêve d'un empire français en Amérique.» Mais ni Louis XIV, ni Louis XV n'avaient l'intention d'établir un empire en Amérique du Nord: ils poursuivaient tout simplement l'objectif de prévenir la constitution d'un empire anglais sur le continent.

Jacques Mathieu a peut-être bien fait d'ignorer les affaires internationales, l'administration métropolitaine de la colonie et les affaires militaires. Inspiré par l'esprit de clocher, il a choisi plutôt d'étudier la société canadienne sous le Régime français, et comme tel c'est assez bien fait. Mais alors il faut signaler que certaines œuvres brillent par leur absence dans les «Indications bibliographiques»: celles de Peter Moogk, de Jean-François Brière, de Dale Miquelon, et l'*Atlas historique du Canada*.